

tence en dépend. Ils sont également conscients des problèmes de la pollution. Ils ne cessent de chercher des moyens de développer l'industrie secondaire. Ils savent cependant que la propriété et les capitaux extérieurs, qu'ils viennent des États-Unis ou de l'Est du Canada, ne contribuent pas grand chose à cette fin, car le seul souci des étrangers est d'exporter les matières premières de notre région. La thèse de la propriété étrangère n'a absolument aucun intérêt en ce qui nous concerne. Nous voulons qu'on définisse les conditions de propriété et ce que nous pouvons en tirer. Peu importe en réalité qu'elle soit américaine, allemande, canadienne ou tout autre chose. Il faut qu'elle comporte pour nous la possibilité d'intervenir dans le processus de décision.

Le Conseil économique a déclaré aussi que c'est le libre échange, plutôt que les tarifs, qui sert les intérêts de tous les Canadiens. Ceux de l'Ouest qui ont toujours dû s'accommoder des marchés de libre-échange, n'auraient pas pu le faire si nous avions poussé allègrement à l'inflation, comme certains estiment que nous aurions dû le faire. Nous aurions été dans l'impossibilité de vivre. Nous voulons le libre-échange. Nous souscrivons à cette recommandation du Conseil économique.

La constitution du Canada donne la propriété et le contrôle des ressources aux provinces. En fin de compte, cette simple décision juridique confère un immense pouvoir aux provinces de l'Ouest à notre époque où augmente la demande de ressources. Je suis sûr que les gens de cette région sont prêts à faire front commun avec les autres Canadiens à l'endroit d'une politique industrielle d'inspiration fédérale sur la propriété étrangère, les ressources et l'expansion manufacturière aussi longtemps qu'une telle politique répondra aux besoins légitimes de l'Ouest moderne. Sans de telles garanties, pourquoi nous de l'Ouest permettrions-nous qu'on remplace les capitaux américains indifférents au caractère du Canada par des capitaux de l'Est canadien tout aussi, sinon plus indifférents?

Bref, une politique industrielle canadienne moderne doit vouloir doter l'Ouest canadien de capitaux et d'un avoir technique afin de nous aider à créer des emplois pour ceux qui vivent dans les Prairies et qui voudraient y rester, pour ceux qui habitent la Colombie-Britannique et aimeraient y demeurer et aussi pour les habitants du Nord. Le Canada doit accroître ses services de transport, prévoir des tarifs-marchandises qui permettront aux industries de l'Ouest de développer le Nord canadien et de vendre sur les marchés étrangers.

Bien sûr, cette politique ne doit pas se borner aux ressources minérales et énergétiques. L'économie agricole de l'Ouest offre aussi des occasions dans le domaine de la fabrication d'outillage, de la transformation de la viande, des produits d'alimentation ainsi que des engrais. Il faut tenir compte de l'immensité du pays. Tous les fonctionnaires fédéraux compétents ne devraient pas être confinés à Ottawa. Ils devraient être disséminés un peu partout au Canada, de sorte que les biens et services puissent contribuer à la prospérité de tous les Canadiens, puisque ce sont eux qui paient leurs traitements. Le siège des sociétés de la Couronne devrait être établi à l'extérieur d'Ottawa. C'est justement par où il faudrait commencer. Le gouvernement nous a fourni de bons indices de son attitude. Je dis qu'il faut maintenir les pressions, non pour enlever à Ottawa la moindre parcelle de sa gloire, mais pour veiller à ce qu'elle ne tire pas plus de gloire que celle à laquelle elle a droit. Nous autres, nous devrions obtenir le reste, un

[M. Osler.]

peu de ce à quoi nous avons droit parce que nous payons la note.

De nos jours, les perspectives d'une nouvelle stratégie industrielle nous donnent la possibilité de réfuter l'ancienne idée, suivant laquelle les autres régions du Canada ne représentent que des eaux dormantes sans intérêts par rapport à Toronto et à Montréal. Est-il besoin de dire que, dans ce domaine comme dans d'autres, l'expérience canadienne aura valeur d'exemple bien au-delà de nos frontières. A notre époque, il convient, en effet, de donner la preuve qu'il est possible à des régions et à des cultures différentes de vivre dans l'unité et la liberté, sans cette uniformité suffocante et ce contrôle industriel centralisé émanant des sièges sociaux installés dans les seules grandes métropoles du monde.

Il semble se dégager, à l'intention des régions rurales du Canada, une politique nationale qui reconnaît le droit qu'ont les ruraux de bénéficier de certaines garanties en cette période de transformations qui se manifestent dans le monde entier. Il s'agit du droit qu'ils ont de participer à la détermination de leur propre avenir; du droit à la sécurité en un temps marqué par les changements; du droit qu'ont les familles composées de personnes d'un certain âge de continuer à vivre dignement et décemment dans le milieu qui leur est familier, si tel est leur souhait.

Le gouvernement actuel, dirigé par le premier ministre a commencé à s'intéresser à presque tous les secteurs dont j'ai parlé aujourd'hui. Personnellement conscient des aspirations légitimes du Québec, le premier ministre a vite découvert qu'il pouvait trouver, dans d'autres régions du Canada, des parallèles à ces mêmes aspirations. Je crois qu'il s'est rendu compte aussi qu'il faut prévoir de l'emploi dans les industries et les services à l'extérieur de nos grands centres métropolitains, si nous voulons améliorer la qualité de notre vie.

Il nous faut saisir la signification de ce nouveau match qui se joue dans le monde actuellement. Le Royaume-Uni tourne tous ses regards vers l'Europe. Les États-Unis tentent désespérément de s'adapter aux réalités qui les assaillent en nombre depuis quelques années. Le Canada est laissé à lui-même dans une aventure qui lui est nouvelle. Nous vivons des jours emballants qui posent un défi. Si nous tenons le coup et savons nous servir de tous les avantages dont nous disposons, nous sortirons vainqueurs de l'épreuve dont parle Son Excellence dans le discours du trône. Allons de l'avant. Notre défi, a-t-il souligné, est d'enfoncer les barrières qui créent l'isolement au Canada et dans le monde, d'aider chaque Canadien à réaliser ses possibilités et de faire en sorte que l'image du Canada soit de plus en plus une image de compassion et de promesse.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, j'avais espéré que le discours du trône montrerait un gouvernement prêt à s'attaquer aux problèmes de l'économie canadienne. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Ce discours ne renfermait que de pieuses banalités par lesquelles on faisait dire à Son Excellence que nous avions eu à faire face à des difficultés d'ordre économique d'une gravité inhabituelle depuis un an. Cela, nous le savions déjà, monsieur l'Orateur. Ce que le discours du trône n'a pas dit, c'est que la plupart des problèmes économiques ont été suscités directement ou indirectement par la politique du gouvernement. On ne nous a pas dit non plus qu'en toute objectivité, nous avions échoué lamentablement dans nos efforts pour remédier à cette situation. Si on évaluait le rendement du gouvernement